

## Convergeons la lutte dans les entreprises de l'énergie !

**D**epuis plusieurs semaines, les travailleurs du service public du gaz et de l'électricité, avec les syndicats de la FNME CGT, sont dans la lutte. Cette lutte s'organise sous plusieurs formes avec des salariés grévistes qui occupent des sites, interpellent et envahissent des comités d'établissements ainsi que de commissions secondaires du personnel, ou encore interpellent la population et des élus de la Nation pour démontrer leur attachement à la nécessité d'un service public avec des garanties collectives et statutaires de haut niveau.

**Avec plus de 150 sites de travail impactés par ce mouvement dans les entreprises GRDF, ENEDIS et SERVAL, les salariés revendiquent une hausse de leur pouvoir d'achat et un réel service public de l'énergie de proximité, avec des effectifs conformes à leurs missions statutaires.**

A l'inverse, le patronat, notamment des industries électriques et gazières, aidé par un gouvernement néolibéral n'a de cesse de dégrader le service public et de mépriser les salariés qui font au quotidien tourner ces entreprises. L'annonce de la privatisation d'ENGIE embarquée dans la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) va dans le sens de cette analyse.

La colère monte dans le pays et bien au-delà des agents de la distribution électrique et gazière car des salariés de centrales nucléaires et thermiques ont rejoint le mouvement sur leurs propres cahiers revendicatifs locaux. Plus que jamais, la période se prête à faire

converger les luttes et les revendications des salariés pour que le patronat et le gouvernement entendent et acceptent nos exigences !

Même si leur objectif commun est de rendre toujours plus riche ceux qui ont tout en ghettoisant le reste des travailleurs, cette bataille s'inscrit dans une lutte entre classes sociales et Victor Hugo ne serait pas dépaysé... Pour la FNME CGT, le but c'est l'émancipation collective et non l'individualisme au profit des plus riches prôné par le monarque Macron et sa petite bourgeoisie qui l'entoure tels le Président Levy pour EDF (ENEDIS étant sa filiale) et la Directrice Générale Kocher pour ENGIE (GRDF étant sa filiale), pour ne citer qu'eux.

**Nos oppositions à la privatisation totale d'ENGIE avec ses conséquences sur les centres d'appels, l'activité GNL, l'avenir des stockages gaziers, les fermetures de boutiques de proximité et la réalisation des missions de service public vont de pair avec la stratégie industrielle et sociale d'EDF. Cette politique libérale et capitaliste se place dans un contexte où les remontées de dividendes illégitimes aux actionnaires de ces deux groupes sont faramineuses !**

De même, nos combats contre l'ouverture des concessions hydrauliques aux appétits financiers de l'Europe libérale, les fermetures des centrales thermiques à partir du charbon d'EDF et UNIPER, la fermeture de la centrale de Fessenheim, la fermeture des dispatching régionaux RTE, le dumping social et les suppressions massives d'emplois dans les entreprises des IEG sont plus que légitimes et nécessaires pour s'assurer que le service public puisse encore répondre à l'intérêt général et aux besoins de la population.

Que dire de la casse organisée de nos protections sociales, de nos retraites, de la réduction des moyens de proximité pour nos SLVie et la casse de nos statuts. Une honte !!

Il faut stopper dès à présent la tentative de hold-up organisée par le patronat des IEG et certaines autres fédérations syndicales sur les excédents de la CAMIEG, cet argent doit uniquement servir l'amélioration des remboursements de santé.

Toutes ces oppositions et luttes sont dérangeantes pour nos gouvernants. C'est pour cela qu'ils veulent criminaliser l'activité syndicale par des assignations au tribunal par ENEDIS, comme à Aix en Provence et Marseille, voir des lettres d'entretiens préalables à GEG. Proprement scandaleux !!!

**Face à cela, une seule réponse possible, Résistance !!!**

**Cette résistance doit être collective !!!**

**Créons les conditions de l'élévation du rapport de force en gardant ceux qui luttent et en allant chercher ceux qui n'y sont pas encore. Résister doit être notre riposte globale à toutes les attaques que nous subissons et cela passe forcément par gagner la mise en place d'un nouveau service public de l'énergie.**

Cette résistance collective, c'est notre bien commun, pour l'intérêt général !!

Attention, à toutes celles et ceux qui s'attaquent à un militant de la CGT, vous vous attaquez à toutes la CGT ! Vous êtes et serez toujours nos ennemis de classe, nous résisterons collectivement !

Fort de ce constat, la FNME CGT revendique un service public de l'énergie et des mines dans l'intérêt des usagers avec :

- La création d'emplois statutaires pour répondre aux besoins des usagers avec la ré-internalisation des activités.
- L'arrêt des suppressions d'emplois, des fermetures d'agences et de dispatching.
- Une politique industrielle nationale sur la production d'énergie avec l'arrêt des fermetures de centrales (thermiques et nucléaires) et des privatisations (hydraulique).
- L'augmentation du SNB de 200 € pour tous les agents.
- L'octroi de 4 NR pour tous.
- La revalorisation des pensions retraites.
- Des moyens bénévoles pour répondre aux besoins des agents dans nos SLVie.
- Une protection sociale minière et dans l'énergie de haut niveau.
- L'arrêt de la criminalisation de l'activité syndicale.

**Trois dates à retenir pour participer à cette lutte en grève :**

- ❖ **21 juin 2018, la FNME CGT appelle l'ensemble des travailleurs des entreprises du champ de la FNME CGT à la grève et à toutes autres formes d'actions pour élever le rapport de force.**
- ❖ **26 juin 2018, la FNME CGT appelle les agents du secteur GAZ à un rassemblement devant la Tour ENGIE à La Défense.**
- ❖ **28 juin 2018, la FNME CGT appelle l'ensemble des travailleurs à participer pleinement à la journée d'action interprofessionnelle de grève, en portant les revendications pour un service public de l'énergie et minier dans l'intérêt des usagers, en participant aux manifestations et toutes autres formes d'actions qui conviendront aux travailleurs en lutte.**

Montreuil, le 18 juin 2018